

Les Echos de l'Eco

echosdeleco.com

MAI 2023 - N°026 / GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU



Interview

Luc Auguin

Directeur général du groupe Rougier



GROUPE ROUGIER

PIONNIER ET LEADER, ACTEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, GESTIONNAIRE FORESTIER RESPONSABLE

Fondé en 1923, le groupe Rougier se positionne comme le gestionnaire responsable d'une partie importante de la forêt du bassin du Congo. Son activité est centrée sur l'approvisionnement et la transformation industrielle locale, sur la commercialisation des produits fabriqués par ses deux filiales africaines, Rougier Gabon et Rougier Congo.

P. 4-5-6

Essentiels



ADEFAC LA FORMATION CONTINUE AU SERVICE DE LA GESTION DURABLE DES FORÊTS

Le bassin du Congo abrite le second plus grand ensemble forestier tropical du monde et offre des moyens de subsistance à plus de 60 millions de personnes. L'importance de ces écosystèmes constitue un bien commun mondial...

P. 7



ORDRE NATIONAL DES EXPERTS-COMPTABLES DU GABON : BILAN 2022 & PERSPECTIVES 2023

Le tableau 2023 de l'Onec sort dans un contexte particulier. Selon M. Sima Mba, alors que l'année 2022...

P.10



POULS DE L'ÉCONOMIE GABONAISE À FIN AVRIL 2023 SELON LA REPRÉSENTATION RÉSIDENTE DU FMI AU GABON

La dynamique enregistrée en 2022 se poursuit au cours des deux premiers mois de l'année 2023, à l'exception des vols nationaux et régionaux...

P.12

SOYEZ DES NÔTRES

À la Conférence Internationale de l'Audit Interne

BONNE GOUVERNANCE ET PERFORMANCE DE L'ÉCONOMIE
Enjeux et défis de l'audit interne

15-16 JUIN 2023

Libreville, Gabon

www.conferenceiagabon.org

Conf GABON 2023
INTERNATIONALE
DE L'AUDIT INTERNE



Institute of
Internal Auditors
Gabon



Conseil Gabonais des Chargeurs



50 ans Au service des **Importateurs** et **Exportateurs**

Nos Missions

- L'Assistance aux Chargeurs;
- L'Encadrement du Trafic de Fret Multimodal;
- La Traçabilité des Cargaisons;
- La Promotion des moyens de transports moins agressifs pour l'environnement;
- La Gestion de l'Observatoire National de Transport de Fret.



3 Représentations

- Représentation Europe & Amériques
- Représentation Ogooue-Maritime et sud Gabon
- Représentation Nord Gabon



1 Réseau mondial de Mandataires

- FRABEMAR - AFRICAN DESK
- TRANS YASSINE



8 Bureaux et antennes

(Owendo, Port-Môle, Acaë, Ntoum Nkok, Aéroport, Oyem)

Direction Générale

Owendo en face de la gare Ferroviare
BP: 1163 - Libreville / Gabon
Tel: (+241) 11 70 75 85 / (+241) 11 70 75 86
www.cgcgabon.com

Édito

EN MAI, FAIS CE QU'IL TE PLAÎT !

Pour autant, pas de changement de paradigme dans l'équipe des Échos de l'Éco. Nous continuons sur notre lancée et produisons des interviews pour répondre au besoin d'information de nos lecteurs sur l'actualité. Les questions posées sont sans complaisance, les analyses sont fondées, la rédaction maintient le langage du « français facile » afin que les sujets abordés soient lus par le plus grand nombre et les portraits, schémas et autres visuels les illustrent. Nous gardons le cap et fournissons les efforts nécessaires afin d'élargir encore notre champ de vision tout en respectant les fondamentaux de notre métier : le respect de l'éthique et de la déontologie.

Les sujets développés dans cette édition sont divers, mais touchent tous au cœur de l'actualité économique. La UNE est dédiée au groupe Rougier. Luc Auguin, directeur général, nous partage des stratégies, des perspectives, des chiffres, qui nous aident à comprendre comment, en un siècle, on passe de fabricant de boîtes de fromages à leader des gestionnaires forestiers responsables. Le CGC, conseil gabonais des chargeurs, et l'Onec, ordre national des experts-comptables, institutions représentées par leurs directeurs généraux respectifs, nous livrent leurs bilans. Par ailleurs, un sujet sur le mobile money ne manque pas d'intérêt. Riche d'enseignements, il est un véritable marqueur de notre époque. Dans un avenir proche, nous aurons l'occasion de le développer, de l'approfondir et de situer le Gabon dans cet univers. Les analyses du FMI et les perspectives de cette institution attestent que le pays est sur la bonne voie. Des annonces d'événements à venir invitent les lecteurs à s'impliquer dans les manifestations d'intérêt économique tandis qu'à la faveur de publiereportages, nous découvrons comment certaines sociétés de la place se positionnent au profit de l'éducation et de la préservation de l'environnement.

Le programme des trois prochains mois est tracé et nous ne doutons pas qu'il retiendra votre attention. En attendant... nous vous souhaitons bonne lecture.

Anne-Marie Jobin

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION JOURNALISTE

Anne-Marie Jobin
echosdeleco@gmail.com
(+241) 062 18 77 18

RESPONSABLE MULTIMÉDIA

Lylia Lunckwey

INFOGRAPHISTE & DIRECTEUR ARTISTIQUE

Donald Ella – Studio Pixel

ASSISTANTE DE DIRECTION

Jocelyne Mouckala
(+241) 066 06 94 98

RELECTURE & CORRECTION

Michaela Rubi

INFORMATIONS LÉGALES

Sté Échos de l'Éco
RCCM : GA-LBV-01-2022-B16-00001
Déclaration de constitution d'un organe de presse accordée le 05 février 2021
Ministère de la Communication
N°: AT_MC00001/2021

PUBLICITÉ ET MARKETING

Réseau de distribution : echosdeleco@gmail.com

IMPRESSION



IMPRIMÉ À 12 000 EX



Sommaire



P.8

L'AFRIQUE ET SES MATIÈRES PREMIÈRES

Selon Benchmark Mineral Intelligence, l'Afrique devrait prendre à la Chine le leadership dans l'approvisionnement mondial en graphite d'ici 2026. Le Mozambique et Madagascar, les deux producteurs principaux du continent...

QUESTION DU CENTRE D'ÉTUDE ET DE PROSPECTIVE STRATÉGIQUE (CEPS) : OÙ EN EST L'AFRIQUE ?

Cette analyse m'a été demandée par M. Tribot La Spière, directeur général du CEPS. Des Matinales sont organisées en vidéo chaque semaine et d'éminents spécialistes participent aux débats dont les sujets concernent très souvent notre continent.



P.9



P.13

L'AFRIQUE REPRÉSENTE PLUS DES DEUX TIERS DES TRANSACTIONS DE MOBILE MONEY RÉALISÉES DANS LE MONDE EN 2022

L'Afrique demeure l'épicentre du mobile money. Le nombre de comptes a doublé au cours des 5 dernières années dans le monde, en grande partie du fait de l'Afrique. Le développement impressionnant du secteur cache cependant de fortes...

1^{re} CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'AUDIT INTERNE AU GABON 15 & 16 JUIN 2023 LIBREVILLE / GABON SOYEZ DES NÔTRES

Dans un environnement économique, politique et social mondial en constante évolution, les organisations publiques et privées doivent faire preuve d'innovation, d'adaptabilité et de dynamisme pour garantir la pérennité et la sécurité de leurs activités.



P.17



P.18

LIBREVILLE ACCUEILLE UN TOURNOI PROFESSIONNEL DE GOLF PANAFRICAIN DU 24 AU 29 MAI 2023

Appelé d'abord « colf » qui viendrait de l'allemand « kolbe » et signifie bâton, ce sport est importé des Pays-Bas où il est pratiqué dès le 18e siècle.

INTERVIEW DE MONSIEUR LUC AUGUIN, DIRECTEUR GÉNÉRAL DU GROUPE ROUGIER

GROUPE ROUGIER : PIONNIER ET LEADER, ACTEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, GESTIONNAIRE FORESTIER RESPONSABLE

Fondé en 1923, le groupe Rougier se positionne comme le gestionnaire responsable d'une importante partie de la forêt du bassin du Congo. Son activité est centrée sur l'approvisionnement et la transformation industrielle locale, sur la commercialisation des produits fabriqués par ses deux filiales africaines, Rougier Gabon et Rougier Congo. Ce groupe est aux commandes de 1,5 million d'hectares de concessions forestières dont il ressort des produits labellisés FSC® ou disposant d'une attestation de vérification de la légalité (norme Legal Source™).

Par Anne-Marie Jobin

Au 31 décembre 2022, le Groupe enregistrait 1500 salariés, quasi exclusivement en Afrique. Au Gabon, Rougier gère près de 895 000 hectares de forêt pour une production de grumes estimée à 450 000m³ en 2023. La projection pour 2024 s'établit à 550 000m³. Au Congo, la concession du groupe Rougier s'étend sur 586 000 hectares de forêt d'où sortent 100 000m³ de grumes par an, dont 40 000m³ de bois débité. L'expertise de Rougier en matière de gestion forestière responsable s'est construite au fil du temps et M. Luc Auguin, directeur général du groupe Rougier, a accepté de répondre à nos questions.

EE Concernant le Gabon, à la lecture de cette présentation et à l'heure du One Forest Summit, il nous semble opportun de vous demander de nous préciser quelles sont les méthodes de gestion forestière qui vous permettent de vous projeter à l'horizon 2024 avec une augmentation de votre production de 100 000 m³.

Notre modèle de gestion de la forêt au Gabon et au Congo repose sur un système de gestion responsable validé par le renouvellement de nos certifications depuis 2008 au Gabon et 2010 au Congo. La hausse progressive de notre production d'ici à 2024 s'explique non pas par une augmentation de nos prélèvements, mais plutôt par une logique de rattrapage positive et saine de nos plans d'aménagement validés par le ministère de tutelle. Sans entrer dans le détail, les concessions forestières sont divisées en une multitude de zones qui correspondent à une année d'activité. Nous avons accumulé du retard sur l'entrée en activité de certaines

zones. Dans cette optique de rattrapage, nous créons de nouvelles équipes, ce qui nous permet de maintenir nos faibles taux de prélèvement : entre 1 et 2 arbres par hectare (soit la superficie d'un terrain de football) tous les 25 ans. Par la mise en place de ces nouvelles équipes, nous visons la création de plusieurs centaines d'emplois directs au Gabon.

EE Sur l'ensemble du bassin du Congo, le groupe Rougier gère 1,5 million d'hectares de concessions forestières. Vous produisez environ 550 000 m³ de grumes dont 130 000 m³ sont transformés localement. Que deviennent les 420 000 autres mètres cubes ? Sont-ils recyclés ?

Il faut savoir que 100 % de notre production totale est transformée soit par nos propres unités de transformation (Mbouma-Oyali au Gabon ou Mokabi au Congo) pour un total de 56 000 m³ de bois débité, soit par nos clients à qui nous fournissons le bois brut pour trans-

formation en sciages, plaques et contreplaqués.

S'agissant du Congo, annoncée pour le 30 juin 2023, la fin de l'exportation de grumes non transformées renforcera notre position d'acteur industriel et de fournisseur de matière bois en amont de la filière de transformation. À cela s'ajoutent des investissements à venir qui contribueront à une augmentation significative de notre production. Dans le cadre de la transformation, selon les produits, nous comptabilisons entre 40 et 55 % de la matière fournie du bois d'œuvre (bois à transformer) ; parmi le reste figurent notamment les rebuts qui permettent d'alimenter nos séchoirs en chaleur. Conformément à notre politique RSE, nous étudions des projets de cogénération qui permettraient de compléter la production de l'énergie thermique avec de l'énergie électrique.

EE Écosystème, biodiversité, gestion responsable, etc. vous avez acquis toutes les certifications nécessaires qui permettent au groupe Rougier d'être cité en exemple. Vous travaillez au maintien de ces certifications accordées à 100 % sur vos concessions. Quels sont vos objectifs à présent dans ce domaine ?

Les 5 concessions forestières que nous gérons, 4 au Gabon et 1 au Congo sont respectivement certifiées 100 % FSC® (forêt et traçabilité) et Legal Source™. La certification forestière est une démarche volontaire qui constitue un outil de valorisation de notre système de gestion. Cet outil permet de valoriser le bois que nous produisons dans le strict respect des normes d'aménagement forestier posées par le label de certification qui évalue chaque



Portrait de Luc Auguin

Diplômé d'une école supérieure de commerce, Luc Auguin crée sa propre entreprise à vocation internationale dans le secteur des arts de la table et la dirige de 1986 à 1999. Il rejoint le groupe Rougier en novembre 1999 en tant que directeur du développement commercial puis en devient directeur commercial. Il prend la direction générale du Groupe en 2019.

année, et de manière indépendante, notre planification ainsi que nos pratiques d'aménagement forestier. Mais elle nous permet aussi de contribuer au maintien des services écosystémiques qui regroupent l'ensemble des services que nous rend gratuitement la forêt (séquestration du carbone, bio-

diversité faunique, fourniture de l'eau et de toutes les valeurs sociales). Les services écosystémiques sont un sujet de développement valorisant pour Rougier et pour toutes les parties prenantes avec qui nous travaillons aujourd'hui.

EE Quelle est votre politique de reboisement ?

Parler de reboisement reviendrait à constater que notre système de gestion est en échec. Or c'est tout le contraire aujourd'hui ! Au Gabon et au Congo, compte tenu des niveaux de prélèvement et de la faible menace sur l'intégrité du capital forestier, les questions de reboisement ou d'enrichissement de la forêt (pour un plus grand volume exploitable commercial) ne se posent pas. Notre mode d'exploitation de la forêt est fondé sur des modèles d'aménagement durable et soutenu de la production qui se traduisent



En droite ligne avec le PAT au Gabon, nous étudions un projet de plantation de différentes essences, notamment dans le cadre de projets d'afforestation de sols de type savane qui pourraient être valorisés.

par des prélèvements très faibles du capital forestier et des cycles longs (entre 1 et 2 arbres par hectare sur des cycles de 25 à 30 ans), soit le temps suffisant pour que le volume prélevé se reconstitue. Ce qui signifie qu'entre chaque passage, nous laissons le temps à la forêt de se régénérer et de maintenir sa diversité (la nature décide seule de la nouvelle essence d'arbre qui poussera), ce qui ne serait pas le cas si l'on reboisait.

En droite ligne avec le PAT au Gabon, nous étudions un projet de plantation de différentes essences, notamment dans le cadre de projets d'afforestation de sols de type savane qui pourraient être valorisés. Ce projet est envisagé avec un partenaire d'envergure, principalement pour la région du Haut-Ogooué, permettant de projeter l'activité sur du long terme.

EE Qui est ce partenaire ?

À ce stade des négociations, nous ne pouvons pas divulguer son identité.

EE Permettez-nous de revenir un peu en arrière. Depuis 2010, la filière bois a interdiction d'exporter des grumes, et ce au profit de l'industrialisation locale, notamment dans la zone économique à régime privilégié de Nkok qui a été créée à cet effet. Comment avez-vous réagi à cette nouvelle donne ?

La fin de l'exportation des grumes brutes en 2010 au Gabon a permis à Rougier de modifier son positionnement vis-à-vis des autorités en adhérant à 100 % à cette politique de développement industriel. Nous sommes impliqués et actifs dans la zone de Nkok dans la mesure où nous contribuons au développement de ce bassin industriel en fournissant à nos partenaires commerciaux, les usines de 1^{re} et 2^e transformation de la zone, la matière bois dont ils ont besoin. Ces derniers bénéficient du régime privilégié proposé par la ZES de Nkok.

EE Commercialement, quels sont les principaux pays destinataires de vos produits et à quelles fins sont-ils utilisés ?

Notre marque est réputée sur les marchés du bois à l'international. Notre force commerciale le prouve puisque nous répondons aux demandes en provenance des cinq continents (Europe, Chine, États-Unis, Moyen-Orient et Afrique). Nos produits sont utilisés à des fins différentes : aménagement intérieur et extérieur, nautisme, construction, menuiserie industrielle, etc.



© Photo François Zima

EE Au Gabon, il existe une problématique récurrente dans votre secteur d'activité. Il s'agit du transport de vos grumes jusqu'à destination. La route est parfois difficilement praticable, la voie ferroviaire ne répond pas toujours à vos attentes. Quelles solutions envisagez-vous pour répondre à cette problématique ?

Il est vrai que nous rencontrons des difficultés logistiques pour alimenter nos partenaires en matière première, notamment les usines locales de transformation du bois, principalement dans des zones du Gabon tributaires du transport ferroviaire, comme c'est le cas du Haut-Ogooué.

Une solution : transporter jusqu'à 60 tonnes de grumes par ballon dirigeable semi-électrique

Développer les marchés de proximité et donc limiter l'usage de la logistique locale est une des solutions. Raison pour laquelle nous allons augmenter la production de notre scierie de Mbouma-Oyali qui est dans le Haut-Ogooué et allons ouvrir une usine de déroulage sur le site de cette usine, avec un partenaire. Nous y reviendrons ultérieurement.

Une autre solution, plus innovante, est celle que nous étudions avec l'entreprise Flying Wales. Lors du One Forest Summit, nous avons signé un mémorandum d'entente permettant d'engager des discussions approfondies avec cette entreprise qui propose de transporter jusqu'à 60 tonnes de grumes à transformer par ballon dirigeable semi-électrique, ce qui constituerait une véritable révolution du transport dans le secteur de la foresterie où nous assumons d'ailleurs notre leadership en

matière d'innovation. Un des axes de notre politique RSE nous pousse à trouver des solutions innovantes pour limiter notre empreinte au sol ainsi que notre empreinte carbone, et c'est dans ce sens que nous souhaitons avancer. Commercialement parlant, adopter ce mode de transport nous permettrait d'en réduire considérablement la durée et de passer de quatre jours (durée du transport terrestre) à moins d'un jour au Gabon. Quant au Congo, le délai serait réduit de quinze jours (durée du transport fluvial) à un jour.

EE Justement, quelle est votre politique de RSE ?

Nous consolidons les cinq axes de la politique RSE du groupe Rougier. Pour ce faire, nous nous appuyons sur le respect des droits humains, sur les règles de gouvernance responsable et l'éthique des affaires, sur la valorisation des collaborateurs et celle du développement communautaire ; sur la protection de l'environnement et la préservation de la biodiversité, la valorisation des services écosystémiques forestiers et enfin, sur la limitation de l'empreinte carbone du Groupe, en adoptant une démarche écoresponsable.



© Photo Dimitri Klosowsky



© Photo François Zima



© Photo François Zima



Au Gabon, le montant moyen de la rémunération des salariés de notre groupe est de 480 000 F CFA, soit trois fois le minimum légal.

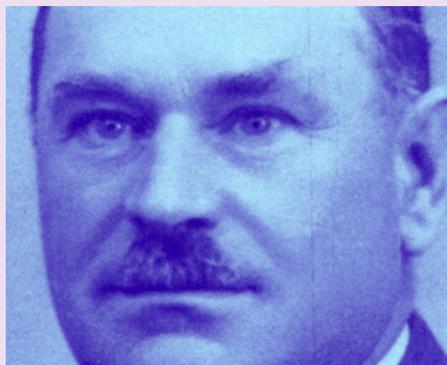
Les résultats sont probants. La politique de valorisation des compétences locales se traduit par une diminution significative de la masse salariale expatriée qui, en 5 ans, est passée de 28 étrangers à 5. Au Gabon, le montant moyen de la rémunération des salariés de notre groupe est de 480 000 F CFA, soit trois fois le minimum légal. Nous avons également une politique de logement pour tous nos cadres, nos agents de maîtrise et nos ouvriers qui sont logés dans des maisons équipées avec des standards précis, suivant le statut des salariés. L'ensemble des agents du groupe Rougier bénéficie aussi de la partie sociale interne : mercuriale des prix dans l'économat, électricité, école et santé (consultations, médicaments et campagnes de dépistage) gratuites, prise en charge médicale des accidentés du travail à Libreville pour un budget mensuel évalué à 1 million de F CFA par personne).

Au Congo, le groupe Rougier prend aussi en charge la scolarisation de 1530 enfants, le logement de ses salariés (153 maisons) et leur santé (2 753 consultations médicales gratuites pour 2022).

EE Souhaitez-vous aborder un sujet que je n'ai pas évoqué ?

Il m'est agréable de souligner que le groupe Rougier est engagé dans plusieurs projets de développement au Gabon et contribue à son développement, dans deux provinces en particulier. Dans le Haut-Ogooué, nous lançons une unité de déroulage (lancement des constructions début juillet sur notre site de Mbouma-Oyali avec un démarrage de l'activité de production au premier trimestre 2024). L'estimation de créations d'emploi est d'environ 200 personnes dans un 1^{er} temps. La production dans la scierie existante et la production en forêt augmenteront de 70 000 m³ par rapport à 2023 (passage de 110 000 m³ à 190 000 m³). Dans l'Ogooué Ivindo, nous poursuivons notre développement avec une reprise de l'activité de Rougier pendant la saison sèche dans les zones tampons de notre concession (zones tampons du parc d'Ivindo), avec une concentration accrue de nos effectifs sur la ville d'Ovan, ce qui aura un impact évident sur le développement de la ville (bassin de consommation) ●

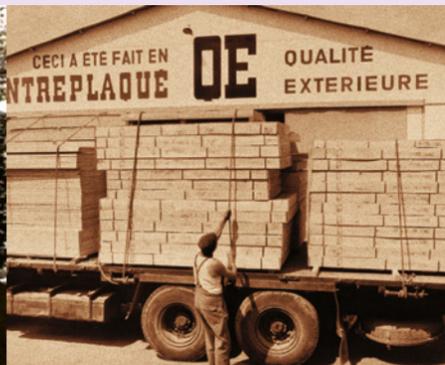
UN SIÈCLE D'HISTOIRE POUR PASSER DE FABRIQUANT DE BOÎTES DE FROMAGE À 1^{er} GESTIONNAIRE FORESTIER RESPONSABLE AFRICAIN



Alexandre Rougier, fondateur



Usine de boîtes à fromage, Niort, France.



Usine Rougier & fils, Niort, France.



Usine de Dimako, Cameroun

3 novembre 1923 – Tout commence avec la création d'une société en commandite, « Rougier, Chollet et Cie », pour produire et vendre des cageots à beurre et des boîtes à fromage en bois déroulé destinés à l'industrie laitière de la région Poitou-Charentes.

Alexandre Rougier dirige l'entreprise dont il est aussi actionnaire. La société ouvre au 90 rue de la Gare, à Niort, chef-lieu du département des Deux-Sèvres. C'est le premier atelier de fabrication utilisant les peupliers du marais poitevin.

1930 – Toujours à Niort : transfert de la production rue Saint-Symphorien et première fabrication de contreplaqués, toujours à partir de bois de peuplier. Le premier développement de notre histoire !

1938 – Dans le même esprit, « Rougier, Chollet et Cie » décide de se lancer dans la production de contreplaqués à partir d'une essence de bois exotique emblématique du bassin du Congo, l'okoumé.

1939 – La guerre contraint notre entreprise à réduire la voilure et à se limiter à la fabrication de boîtes, de semelles de chaussures et de caisses.

1946 – Sous la nouvelle dénomination « Ets Rougier et Fils », la production de contreplaqués est relancée et ne cessera de se développer sur le site de Niort – Saint Symphorien dans les années 50 pour répondre aux besoins de la reconstruction d'après-guerre. La commercialisation s'ouvrira sur le monde avec la conquête de nouveaux marchés (États-Unis, Cuba, Grande-Bretagne).

1952 – Premier pas décisif dans l'histoire africaine de Rougier, l'acquisition au Gabon de la Compagnie forestière d'Azingo qui exploite l'okoumé. Notre première filiale hors Hexagone voit le jour sous le nom de « Rougier Gabon ».

1953 – Notre entreprise confirme son goût pour l'innovation en créant dans la zone industrielle de Niort Romagné, une usine de panneaux de particules, la première construite en France. Une deuxième ouvrira ses portes cinq ans plus tard et la troisième en 1962 sur le même site.

1954 – Décès du fondateur Alexandre Rougier. Son fils, Roger Rougier, prend la présidence.

1959 – Cotation des actions des Ets Rougier & Fils à la Bourse de Paris.

1963 – Le contreplaqué continue à avoir le vent en poupe ! Construction

et démarrage d'une nouvelle usine moderne de production de panneaux contreplaqués exotiques à Fontenay-le-Comte, en Vendée. Rougier s'implante également en Guyane dans l'exploitation forestière, puis construit en 1967 une usine de placage à Cayenne.

1964 – Décès de Roger Rougier. Son frère, Maurice Rougier, prend la présidence.

1966 – Rougier s'installe au Vanuatu (ex-Nouvelles-Hébrides) avec un permis forestier de 33 000 hectares couvrant l'ensemble de l'île d'Erromango riche en agathis et en tamanu, puis implante une scierie à Port-Vila. Au Gabon, achat de la Société forestière de Lambaréné (SFL) qui permet d'augmenter fortement le potentiel d'exploitation d'okoumé.

1968 – Rougier Gabon rachète la société CAP, renommée Sader, à Port-Gentil. Une chaîne de production de placages déroulés et séchés à destination des usines en France y est investie pour répondre à la demande du gouvernement gabonais de transformer localement.

1969 – Prise de contrôle de la S.A. Mussy, producteur de panneaux de particules à Mussy-sur-Seine (10) et Salbris (41) et d'emballages agricoles et industriels à Mussy-sur-Seine (10) et Mauzé-sur-le-Mignon (79). Mussy est aussi implanté au Cameroun (SFID), à Dimako, comme exploitant forestier et fabricant de planchettes en ayous afin de fournir ses usines d'emballage en France

1970 – Par cette fusion avec la S.A. Mussy, Rougier devient l'un des tout premiers producteurs européens de panneaux de particules, en particulier sur ses développements hydrofuges et ignifuges. Rougier s'affirme aussi comme étant le premier producteur européen de panneaux contreplaqués exotiques.

1971 – Arrêt des activités en Guyane et transfert des actifs forestiers et industriels à Dimako, au Cameroun, pour permettre, en 1973, la fabrication de panneaux contreplaqués en ayous pour le marché local et européen.

1978 – Avec la mise en service du chemin de fer Transgabonais, l'arrêt de la Sader à Port-Gentil puis le transfert des outils de production à Owendo, au sud de Libreville, sont actés.

1981 – Rougier prépare le rapprochement avec les sociétés Océan (contreplaqués en pin maritime et en okoumé, également implantée forestièrement et industriellement

au Gabon et en République centrafricaine) et la société Landex (panneaux de particules). La société ROL (Rougier – Océan – Landex) est créée, regroupant tous les actifs français des trois sociétés consacrées à la production et la commercialisation de tous panneaux bois. La société Océan appartenant à Saint-Gobain en cours de nationalisation, Rougier agréé la cession à Saint-Gobain de sa participation dans ROL et reprend notamment les actifs africains d'Océan au Gabon et en République centrafricaine.

En conséquence, Rougier gère des productions forestières et des transformations de bois très sensiblement augmentées en Afrique ainsi que la branche Mussy Emballage jusqu'à sa cession en 1996.

Une activité de négoce international de bois jusqu'alors embryonnaire est développée sous le nom de Sylvaco.

1983 – Les « Établissements Rougier & Fils » deviennent « Rougier S.A. ».

1984 et 1988 – L'activité de la SFID prospère avec l'acquisition d'un nouveau permis forestier et d'une scierie dans l'est du Cameroun (Mbang). Quatre ans plus tard, de nouvelles concessions forestières et une deuxième scierie s'ajoutent, cette fois dans le sud du Cameroun (Djourn).

1986 – Cession de la SCAD en République centrafricaine.

1995 – Création de Bois Panneaux Rougier (BPR) pour la commercialisation des contreplaqués produits au Gabon.

1997 – Clarification de la commercialisation de Rougier en fonction des activités : l'importation et la distribution en France pour Rougier Panneaux et Rougier Sylvaco ; le négoce international pour Rougier international.

2000 – Implantation tout au nord de la République du Congo de la filiale Mokabi, inaugurée par le président de la République Denis Sassou Nguesso. L'entreprise démarre ses activités avec une seule concession forestière (UFA) et lance la construction d'une unité de transformation du bois (scierie).

De 1998 à 2005 – Au sud-est du Gabon, dans le Haut-Ogooué, rachat et regroupement de 200 000 hectares de concessions forestières. Construction d'une scierie équipée de séchoirs à Mbouma, près de Franceville, inaugurée par le président Omar Bongo Ondimba.

2005 – En République du Congo, rachat des permis forestiers et de l'usine de Moualé appartenant à la société Cris-

tal, voisine de Mokabi. Fusion des permis forestiers et développement de l'usine de Moualé.

2018 – Cession de toutes les activités au Cameroun. Cession de Rougier Sylvaco.

Depuis 1994, la gestion forestière au centre de notre développement

1994 – Cette année marque l'entrée de Rougier dans la gestion forestière responsable qui s'inscrit désormais dans la stratégie de l'entreprise.

1998 – Premier plan d'aménagement sur les territoires regroupés de plusieurs concessions dans le Haut-Abanga, sous forme d'une des premières UFA du Gabon approuvée par l'administration.

2 008 – Rougier Gabon parvient à faire certifier 688 000 hectares de concessions sous sa gestion par le label international FSC ; un deuxième pas significatif est franchi dans notre démarche de gestion forestière responsable lorsque la chaîne de contrôle de Rougier international et Rougier Panneaux est également certifiée FSC.

2009 – À son tour, Rougier Sylvaco, qui importe et commercialise à l'époque une large gamme de sciages, de contreplaqués et de produits transformés massifs pour des utilisations multiples, est certifié FSC.

2013 – La SFID emboîte le pas à toutes les filiales de Rougier et obtient à son tour la certification FSC délivrée par Rainforest Alliance qui reconnaît la gestion responsable de 285 667 hectares.

2013 – Premier renouvellement du certificat unique pour Rougier Gabon.

2014 – Deuxième certification FSC controlled Wood pour la SFID, délivrée par Rain Forest Alliance en reconnaissance de la gestion responsable de ses concessions (272 000 hectares) en périphérie de Djourn.

2019 – Deuxième renouvellement de la certification FSC pour le Gabon avec l'attribution de certificats pour chacune des 4 concessions.

2020 – Rougier Gabon se positionne comme fournisseur privilégié du tissu industriel gabonais et signe un contrat d'approvisionnement de grumes de déroulage okoumé certifié FSC avec la société StarPly Gabon •

Source : Rougier

ADEFAC : LA FORMATION CONTINUE AU SERVICE DE LA GESTION DURABLE DES FORÊTS

UN PROJET EN GESTATION

Le bassin du Congo abrite le second plus grand ensemble forestier tropical du monde et offre des moyens de subsistance à plus de 60 millions de personnes. L'importance de ces écosystèmes constitue un bien commun mondial et incite à des engagements régionaux concertés en matière de gestion durable des forêts. La filière forêt-bois, de l'exploitation à la transformation, représente pour les pays du bassin du Congo un secteur économique très important, tant au niveau des emplois (25% des emplois formels) que de sa contribution à l'économie régionale (7% du PIB). Depuis 2005, le Riffeac est devenu l'opérateur technique de la Comifac, pour la mise en œuvre des directives régionales en matière de formation déclinées à partir de l'axe transversal du Plan de convergence révisé de 2015. Les cadres de cette collaboration ont été formalisés par la signature d'un protocole de collaboration Riffeac-Comifac en 2017. En 2018, le Riffeac et l'ATIBT ont signé un accord de partenariat visant au développement d'une approche régionale de formation continue, pilotée par la demande du secteur économique.

En accord avec son plan d'orientation stratégique 2020-2022, l'Agence française de développement (AFD) appuie le Riffeac à travers le projet d'Appui au déve-



loppement de la formation continue dans la filière forêt-bois en Afrique centrale (Adefac) qui s'inscrit en cohérence avec ses engagements « 100% accord de Paris » et « 100% lien social ». Le projet Adefac intervient à la suite d'un précédent appui de l'AFD à la formation dans le secteur forêt-bois, le Projet d'appui au renforcement de l'adéquation formation-emploi (Parafe), à l'issue duquel les acteurs du secteur forêt-bois-formation ont exprimé l'intérêt à continuer de travailler conjointement pour le développement de la formation continue.

Le Riffeac est le signataire de la convention de subvention N° CZZ2499 avec l'AFD pour la

mise en œuvre du projet Adefac et l'ATIBT est maître d'ouvrage délégué.

La formation continue au service de la gestion durable des forêts

AMÉLIORER L'EMPLOYABILITÉ ET LES QUALIFICATIONS DES ACTEURS DE LA FILIÈRE FORÊT-BOIS AFIN DE CONTRIBUER À LA GESTION DURABLE DES FORÊTS DU BASSIN DU CONGO

Le projet vise la mise en place d'un dispositif flexible et opérationnel d'amélioration des compétences, en s'appuyant sur les institutions de formation et le tissu des grandes

entreprises, des PME et des artisans :

Toutes les actions du projet seront menées avec une attention particulière portée aux questions de durabilité, de légalité et de traçabilité du bois, ainsi qu'aux aspects liés au genre.

Une partie des acquis du projet sera capitalisée dans un « Guide d'utilisation des bois tropicaux en Afrique centrale » pour accompagner le développement de produits transformés de qualité sur les marchés locaux et internationaux.

LES BÉNÉFICIAIRES DU PROJET

Les administrations publiques, représentations régionales (Comifac et CEEAC), nationales (ministères chargés des forêts, de l'industrie, de la formation et des PME) et locales bénéficieront du projet par son appui à la réalisation des politiques de renforcement de capacités.

Le secteur privé de la filière forêt-bois, à travers une meilleure offre de formation continue pour son personnel, notamment dans le domaine de la transformation du bois, et avec une attention particulière pour les PME et artisans ayant des activités de transformation.

Les instituts de formation, universités, centres et écoles de formation privés ou publics, lycées techniques et centres d'excellence, peuvent bénéficier du projet à travers des appuis pour développer des modules de formation continue certifiés pour leur qualité, des appuis organisationnels et un renforcement des capacités d'enseignement de leurs formateurs (titulaires, vacataires, professionnels des entreprises, etc.).

LOCALISATION DU PROJET

Cameroun, Congo, Gabon et République démocratique du Congo ●

RÉSULTATS DES FORMATIONS DES ACTEURS DE LA FILIÈRE FORÊT-BOIS AU GABON

Les premières formations des acteurs de la filière de l'année 2022 se sont déroulées au Gabon à la pleine satisfaction des bénéficiaires et des autorités gouvernementales.

Les deux formations visant à doter les acteurs de la filière forêt-bois des capacités pour mieux appréhender les prochains contextes d'exploitation des ressources forestières se sont achevées au Gabon le 28 janvier.

Les PME et TPE du Gabon ont bénéficié du 12 au 28 janvier de l'appui de deux consultants pour mieux intégrer la fonction formation dans leurs approches de gestion. Cette mission a consisté en une démarche diagnostic visant à dégager les réalités de la pratique des activités de transformation du bois au Gabon, suivie d'une formation « introductive » des prescripteurs qui avait pour objectif de doter les bénéficiaires de compétences dans la collecte des besoins en formation des acteurs. Par ailleurs du 17 au 28 janvier, les acteurs du secteur privé et les enseignants des institutions de formation ont reçu une formation dans l'approche andragogie pour savoir identifier et modéliser les besoins en formation et les traduire en modules de formation.

La mission d'accompagnement des PME-TPE s'est déroulée à Libreville au travers des visites



des organisations professionnelles, des PME-TPE et artisans installés dans la ville.

Quelques résultats de ces deux missions

• Sur la filière domestique du bois au Gabon

Des forces : une ressource forestière excellente et abondante (87% du territoire), quelques TPE-PME bien installées et possédant un bon savoir-faire, deux organisations nationales (CPG et Capeg) représentant les grandes

entreprises et les TPE-PME, et portant des réflexions sur la formation continue.

Des faiblesses : un marché local limité en volume, un accès au bois scié de qualité devenu difficile (forte concurrence de l'export) et suppression de la filière « exploitation et sciage artisanal », une organisation de la filière (interprofession...) naissante, un artisanat peu organisé, individualiste, qui a du mal à se faire reconnaître des pouvoirs publics, une « ubérisation » économique conduisant à la disparition des salariés

remplacés par des « tâcherons journaliers » et « des apprentis informels ».

Des opportunités avec la mise en œuvre du Plan d'accélération de la transformation (2021-2023) mettant en avant le potentiel économique et emploi de la filière bois, les programmes nationaux de développement de la filière bois : 100 % du bois scié ou déroulé depuis 2010 et 50 % « second-transformés » à moyen terme, la création de la Chambre nationale des métiers de l'artisanat (CMAG) qui pourrait prendre une place centrale dans le dispositif de formation continue.

Des menaces/risques : les métiers forêt-bois ne sont pas valorisés socialement (« petits métiers »), l'approvisionnement de la filière nationale en bois est instable, orienté vers l'export avec une disponibilité de la ressource fluctuant au gré des marchés internationaux tandis que les essences de qualité sont exportées à des prix insoutenables pour les artisans locaux.

• Sur la formation continue au Gabon

Notons un enseignement technique bien présent, le projet « Formation professionnelle – Emploi – Travail » porté par la primature visant à créer et soutenir des centres de formation profession-

nelle publics (CFP), et la mise en place d'une offre de formation professionnelle et qualifiante répondant aux besoins de l'économie et des entreprises.

Néanmoins, l'offre de formation continue n'est pas répertoriée et il n'existe pas de système d'appui aux TPE-PME pour l'élaboration des plans de formation.

• Satisfaction des participants à la formation des formateurs

La formation leur a apporté des savoir-faire nouveaux dans la conception de modules de formation à partir de besoins réels identifiés auprès des cibles à former.

• Satisfaction des membres du Gouvernement et du secteur privé

La clôture de la formation des formateurs a été marquée d'une part par la présence des représentants des centres de formation (Cimfep, Anfep) et d'autre part par celle de membres du Gouvernement, à savoir Mme Arielle Aurore Ambengut (DG de la formation professionnelle) et Mme Célestine Ba Oguewa (chef du département formation professionnelle à la primature). Le discours de clôture a été prononcé par Mme Ba Oguewa qui a loué une telle initiative ●

Source : ATIBT

L'AFRIQUE ET SES MATIÈRES PREMIÈRES

Selon Benchmark Mineral Intelligence, l'Afrique devrait prendre à la Chine le leadership dans l'approvisionnement mondial en graphite d'ici 2026. Le Mozambique et Madagascar, les deux producteurs principaux du continent, bientôt rejoints par la Tanzanie, joueront un rôle essentiel dans l'atteinte de cet objectif.

LE GRAPHITE EN TANZANIE

La production tanzanienne de graphite devrait être multipliée par quarante au cours de cette décennie. C'est du moins ce qu'a indiqué mardi 25 avril le cabinet Benchmark Mineral Intelligence dans un nouveau rapport, précisant que 11,4 % de la production mondiale de graphite viendrait ce pays d'ici 2030, contre à peine 0,6 % l'année dernière.

Selon ces prévisions, ce pays d'Afrique de l'Est pourrait même dépasser Madagascar comme deuxième producteur africain de ce matériau essentiel aux batteries des véhicules électriques. Notons que Benchmark s'appuie sur les multiples projets bientôt en production. En effet, depuis deux ans, plusieurs compagnies ont accéléré leurs investissements dans le pays avec d'importantes découvertes, notamment celle de la « plus grande ressource minérale mesurée de graphite au monde », annoncée en février 2022 par l'Australien Black Rock Mining à Mahenge.

Selon la base de données Ecofin Pro, un tiers des projets de graphite en développement sur le continent africain se trouve en Tanzanie. Plus de la moitié des 11 projets identifiés sont économiquement viables et leurs propriétaires, australiens en majorité, travaillent actuellement sur la signature de contrats de vente ou sur l'obtention du financement pour lancer les travaux de construction. Fin mars 2023, le taux d'exécution du chantier de construction de la mine de Walkabout Resources a même dépassé 85 %.

Pour rappel, la production africaine de graphite est actuellement dominée par le Mozambique, suivi de Madagascar. Avec la Tanzanie, ces pays devraient collectivement ravir à la Chine le leadership de la production mondiale de graphite d'ici 2026, toujours selon les prévisions de Benchmark. D'après ce cabinet, l'Afrique représentera 40 % de l'offre mondiale de graphite dans trois ans, contre 35 % pour la Chine (68 % contre 15 % pour l'Afrique en 2021).

LE CUIVRE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

La RDC domine la production de cuivre et cobalt du Suisse Glencore au premier trimestre 2023.

Le géant suisse des matières premières exploite des mines de cuivre en RDC, en Amérique latine et en Australie. Sa production de cobalt provient en revanche essentiellement ce pays d'Afrique centrale. En 2022, il a produit 1,06 million de tonnes de cuivre et 43 800 tonnes de cobalt.

Les mines de Glencore en RDC ont livré 61 800 tonnes de cuivre et 9 800 tonnes de cobalt au premier trimestre 2023, respective-



ment en hausse de 11,15 % et 11,36 % en glissement annuel. C'est l'un des points marquants du rapport d'activités publié le 21 avril par le géant suisse des matières premières qui précise que sa production trimestrielle de cuivre a malgré tout diminué de 5 % par rapport à 2022, pour s'établir à 244 100 tonnes.

L'OR AU SÉNÉGAL

Le Marocain Managem boucle le rachat des actifs du Canadien Iamgold pour 197 millions de dollars.

Groupe quasi centenaire au Maroc, Managem étend son empreinte au reste du continent depuis quelques années. La compagnie minière active dans l'or et le cobalt a annoncé son entrée dans le secteur aurifère ouest-africain en décembre 2022, grâce à une transaction d'environ 300 millions de dollars avec Iamgold.

Au Sénégal, les projets aurifères Boto West, Senala West, Daorala et la mine d'or en construction Boto sont désormais la propriété du groupe minier marocain Managem. Dans un communiqué publié le 26 avril, ce dernier a en effet indiqué avoir finalisé leur rachat ainsi qu'une participation dans le projet Senala avec le Britannique Oriole Resources, auprès du Canadien Iamgold pour la somme de 197 millions de dollars.

« Cette transaction au Sénégal contribue à renforcer notre présence en Afrique de l'Ouest avec un projet en cours de construction qui consolidera à court terme la production d'or de

notre groupe. Elle permettra également de confirmer notre positionnement de leader régional dans l'extraction d'or », a commenté Imad Toumi, PDG du Groupe.

Pour rappel, l'acquisition de ces différents projets a été annoncée fin décembre 2022, en même temps que le rachat d'autres actifs aurifères du même vendeur au Mali et en Guinée. La finalisation de ces dernières transactions est attendue pour le troisième trimestre 2023.

LE COTON AU TOGO

Les producteurs de coton-graine de l'Ogou et de l'Anié veulent atteindre 4 800 tonnes pour la campagne 2023-2024.

Bien que les résultats soient encourageants, le coton togolais continue de faire face à des défis. Outre une pluviométrie défavorable récemment, il est confronté à la concurrence grandissante du soja, considéré

comme une culture plus rentable et qui attire de plus en plus de producteurs.

Au Togo, la coopérative regroupant les producteurs de coton-graine des préfectures de l'Ogou et de l'Anié (UpCoton Coop-CA Ogou) a présenté il y a quelques jours le bilan de la campagne 2022. Selon ce rapport, les producteurs ont emblavé une superficie de 5 683 hectares pour une production de 3 887 tonnes au cours de la période, soit un rendement moyen de 778 kg/ha.

Avec ce résultat, les deux localités ont concentré environ 7 % de la production cotonnière du pays qui a mis en vente 52 000 tonnes d'or blanc pour la campagne agricole 2022-2023. Elles ont mobilisé 3 746 producteurs, dont 454 femmes, répartis dans 293 groupements agricoles.

Pour le compte de la campagne 2023-2024, la coopérative envisage d'emblaver une

superficie de 6 000 hectares pour une production annuelle de 4 800 tonnes, soit un rendement de 1 000 kg/ha.

LA PÊCHE AU SÉNÉGAL

L'exécutif veut entamer les expéditions de produits ostréicoles vers l'UE d'ici 2025.

Au Sénégal, l'Union européenne est actuellement le marché d'exportation le plus lucratif pour les produits halieutiques. Les autorités souhaitent davantage tirer parti de cette destination en diversifiant la gamme de produits expédiés.

Au Sénégal, l'exécutif travaille de concert avec la FAO pour obtenir des agréments de la Commission de l'Union européenne (UE) en vue d'entamer d'ici 2025 les expéditions de produits ostréicoles sur le marché communautaire. C'est ce qu'a révélé Abdoulaye Diouf, directeur des industries de transformation de la pêche, le 27 avril à Dakar, en marge d'une cérémonie liée à la célébration de la Journée nationale de l'huître.

« On ose espérer que d'ici 2025, le Sénégal aura un dossier conforme aux exigences du marché de l'UE. L'huître est un produit halieutique adoré en Europe, d'où la nécessité de réfléchir aux possibilités pour le Sénégal de répondre aux exigences et normes qualité du marché européen », explique le responsable.

Cette démarche, si elle aboutit, devrait contribuer à stimuler la production d'huîtres qui tourne autour de 16 000 tonnes par an actuellement. Selon les autorités, l'initiative devrait en outre permettre d'améliorer les recettes d'exportation de produits halieutiques tirées du marché européen à terme. Celles-ci ont atteint 131 mds de F CFA (220 millions de dollars) en 2019, pour un volume de près de 45 000 tonnes, selon les données de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD).

Au Sénégal, la filière huîtres emploie environ 13 000 personnes, dont principalement des femmes. Le pays dispose de 300 000 hectares de mangroves qui constituent des espaces naturels de reproduction pour les huîtres.



QUESTION DU CENTRE D'ÉTUDE ET DE PROSPECTIVE STRATÉGIQUE (CEPS) : OÙ EN EST L'AFRIQUE ?

Des Matinales sont organisées en vidéo chaque semaine et d'éminents spécialistes participent aux débats dont les sujets concernent très souvent notre continent. Le 20 avril 2023, en ma qualité de membre du CEPS, j'ai introduit ce propos afin que Messieurs Thomas Mélinio, directeur exécutif de l'innovation, de la stratégie et de la recherche pour l'AFD et Étienne Giros, président du CIAN, en débattent plus largement.



Faut-il le rappeler ? L'Afrique n'est pas un pays, c'est un continent ! L'Afrique s'étend sur un territoire immense de 30,4 millions de km² sur cette planète qui en compte 510 millions, dont 70 % sont recouverts d'eau. Le territoire africain pourrait accueillir l'équivalent de la surface de tous ces pays : les États-Unis, le Mexique, la Chine, le Japon, l'Inde et une bonne partie des pays européens réunis.

Sur le plan démographique, l'Afrique comptait 100 millions d'habitants en l'an 1900. Sa population est passée à 275 millions dans les années 1950-1960, puis à 640 millions en 1990 et à 1,4 m^d en 2022, soit 18 % de la population mondiale. Selon la projection démographique intermédiaire de l'Onu, dans les années 2050, la population de l'Afrique se situera aux environs de 2,5 m^d d'individus dont la moitié aura moins de 25 ans.

Le continent africain est souvent évoqué dans sa globalité, mais il est composé de 54 États qui méritent qu'un regard nuancé soit posé sur chacun d'eux. L'uniformité est impossible. En effet, la pluralité et la diversité génétique y sont plus importantes que sur n'importe quel autre continent. On y parle

d'ailleurs au moins 2000 langues différentes. Quant aux écosystèmes, ils sont composés de forêts tropicales, de chaînes de montagnes, de grands lacs, d'îles, de savanes et de déserts, sans oublier la faune importante hébergée dans des milieux naturels uniques au monde.

L'Afrique est incontestablement la région la plus riche du globe en ressources naturelles. Outre l'or, le sous-sol de l'Afrique regorge de divers métaux et d'un grand nombre de matières premières : fer, cuivre, bauxite, platine, chrome, pierres précieuses, diamant, uranium, bois, manganèse et, bien sûr, le pétrole et le gaz naturel. À l'échelle mondiale, il est estimé que l'Afrique possède 40 % des réserves d'or, 30 % des réserves de minerais et 12 % des réserves de pétrole.

Je vais tenter de différencier ces Afriques et de globaliser les perspectives à moyen terme. Les rapports fournis par des institutions telles que la Banque mondiale et le FMI m'ont particulièrement aidée à développer le sujet.

L'Afrique compte à la fois des pays à revenu faible, à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et de la tranche supérieure, et à revenu élevé. On trouve sur le continent

22 pays fragiles ou en situation de conflit et 13 États faiblement peuplés. L'Afrique dispose d'atouts considérables pour parvenir à générer une croissance économique inclusive. À l'aube de l'effectivité de la Zlecaf, la plus grande zone de libre-échange au monde, le continent s'engage dans une voie de développement radicalement nouvelle qui, espérons-le, saura exploiter le potentiel que représentent sa population et ses ressources.

L'Onu reconnaît 198 pays au monde. Pour calculer l'indice du développement humain (IDH), le PNUD se fonde sur le PIB par habitant, l'espérance de vie à la naissance et le niveau d'éducation des enfants de 17 ans et plus. Le premier pays du continent africain est l'Île Maurice qui se place 63^e au rang mondial, alors que Soudan du Sud coche la 191^e case ! Cette disparité prouve que ces Afriques n'évoluent pas sous les mêmes cieux. L'université d'Oxford a travaillé avec l'Onu pour écrire un rapport qui divulgue le taux de pauvreté de chacune de ces 5 Afriques : Afrique de l'Est 38 %, Afrique de l'Ouest 33 %, Afrique centrale 16 %, Afrique australe 11 % et Afrique du Nord 3 %. D'où vient cette disparité ? Comment comprendre que l'Afrique ne soit pas le continent le plus riche

au monde ? Ce paradoxe est d'autant plus remarquable que les pays les plus riches en ressources naturelles sont aussi les plus pauvres sur le plan économique, exception faite de quelques-uns. Citons ici quelques-uns des États les plus riches en ressources naturelles – ce qui influe sur le PIB, mais pas sur l'IDH (indice de développement humain) : le Nigeria, 5^e producteur de pétrole au monde (40 % du PIB) et le plus riche de ce continent, se positionne à la 123^e place sur la grille de l'IDH et recense plus de 213 millions d'habitants (notons que les États-Unis d'Amérique en dénombrent 332 millions) ; la Libye dispose de réserves de pétrole évaluées à 48 m^d de barils et possède la plus grande réserve de schistes bitumineux récupérables au monde, estimée à 26 m^d de barils ; le Botswana et la République démocratique du Congo détiennent les réserves de diamants les plus importantes au monde, mais se positionnent respectivement à la 110^e et 175^e place en termes d'IDH ; productrice de chrome, manganèse, platine, vanadium, 2^e productrice d'ilménite au monde, l'Afrique du Sud se situe à la 109^e place sur la grille de l'IDH ; la Namibie et le Niger sont les pays qui disposent d'un revenu annuel dont plus du quart est issu des recettes d'uranium.

Vous l'aurez compris, selon moi, le développement purement économique de l'Afrique ne constitue pas un souci fondamental au regard du potentiel d'augmentation de ces productions propices à une croissance économique prospère.

En revanche, qu'en est-il des valeurs intrinsèques de l'indépendance d'un pays qui sont directement liées à une bonne gouvernance ? Il s'agit là de l'autonomie alimentaire, de l'éducation, de la santé, des infrastructures, de l'énergie, des transports et surtout de l'industrialisation, de la transformation des matières premières.

En écrivant ces données, j'observe qu'aucun de ces pays ne se réfère à l'agriculture, pourtant aucun n'est auto-suffisant sur le plan alimentaire. L'Afrique peut nourrir le continent avec des denrées produites sur place pour faire face à la forte demande et à son évolution. Elle dispose de suffisamment de ressources pour passer du statut d'importateur à celui d'exportateur de denrées alimentaires. Pourtant, en 2021, l'Afrique en a importé pour 36,3 m^d de dollars et cette dépendance devrait atteindre 110 m^d de dollars d'ici 2025. Ce déficit pourrait être comblé, mais les investisseurs étrangers s'impliquent davantage dans l'agro-industrie, pour pro-

duire de l'huile de palme par exemple, que dans le maraîchage, dans l'exploitation de légumes et de fruits exotiques, dans la plantation productive et dans la transformation des produits récoltés.

Les fondations de Rockefeller et de Bill et Melinda Gates espèrent contribuer à l'atteinte de l'objectif de prospérité de l'Afrique à travers l'agriculture, mais sans la juste distribution des terres et la volonté d'une bonne gouvernance, la partie est perdue d'avance.

Alors, où en est l'Afrique sur le plan démographique, sur ceux de l'éducation et de la santé qui sont des facteurs essentiels au développement et à l'émancipation de bon nombre de ces pays ? Dans ces domaines, les institutions internationales telles que l'Unesco ou l'AFD, pour ne citer qu'elles, s'investissent et nous révèlent des chiffres effrayants, notamment concernant l'Afrique subsaharienne qui a les taux les plus élevés d'exclusion de l'éducation. Plus d'un cinquième des enfants âgés de 6 à 11 ans n'est pas scolarisé, de même qu'un tiers des enfants âgés d'environ 12 à 14 ans et près de 60 % des jeunes âgés de 15 à 17 ans. 23 % des filles ne sont pas scolarisées au primaire. En l'absence de mesures urgentes, la situation empirera certainement, car la région fait face à une demande croissante d'éducation en raison de l'augmentation constante de sa population d'âge scolaire.

Concernant l'enjeu environnemental, la pollution, le changement climatique, la déforestation, le captage de CO₂ et sa valeur financière, tout reste à faire. Notons l'implication des acteurs dans le bassin du Congo qui s'attellent à la valorisation de ces trésors.

En conclusion, je me permets de citer Hélène Ray, professeure d'économie : « La vraie souveraineté est la capacité à répondre aux besoins des citoyens et à contrôler les destinées. On peut avoir l'illusion de l'indépendance et édicter ses propres lois sans avoir aucune prise sur les événements : on perd alors sa souveraineté. » ●

Cette analyse m'a été demandée par Monsieur Tribot La Spière, directeur général du CEPS (Centre d'étude et de prospective stratégique). Elle a fait l'objet d'un débat dans « La matinale » du 20 avril 2023 entre Thomas Mélinio, directeur exécutif de l'innovation, de la stratégie et de la recherche pour l'AFD et Étienne Giros, président du CIAN.

Anne-Marie Jobin,
journaliste économique

INTERVIEW DE MONSIEUR FRANCK SIMA M'BA, PRÉSIDENT DE L'ONEC ORDRE NATIONAL DES EXPERTS COMPTABLES DU GABON BILAN 2022 & PERSPECTIVES 2023

Le tableau 2023 de l'Onec sort dans un contexte particulier. Selon M. Sima Mba, alors que l'année 2022 devait être l'année du « retour à la normale », celle d'une croissance économique retrouvée après les conséquences socio-économiques de la pandémie de covid-19, le début du conflit russo-ukrainien en mars 2022 a malheureusement perturbé les performances économiques et sociales au niveau mondial, avec des inflexions significatives attendues sur le court, moyen et long terme.

Par Anne-Marie Jobin



Franck SIMA MBA, Expert-comptable diplômé, est Président de l'ONEC (ordre national des experts comptables du Gabon)

EE Qu'en est-il pour le Gabon ?

Pour notre pays, cette situation entraîne naturellement des défis importants à relever. Pour autant, en 2023, selon des hypothèses partagées, grâce aux atouts du Gabon, notamment dans les secteurs pétrolier, minier, services, etc., la croissance observée en 2022 devrait se poursuivre. Les experts-comptables sont plutôt confiants sur le niveau d'activité en 2023, pour leurs clients comme pour eux-mêmes. Les effectifs de la profession sont en hausse au terme des discussions de notre dernière assemblée générale.

EE Revenons à l'Onec. Vous représentez une organisation professionnelle dotée d'une personnalité juridique regroupant tous les experts-comptables habilités à exercer la profession libérale d'expert-comptable en République gabonaise. Son rôle est de contribuer au développement économique par la transmission d'une information financière fiable et d'assurer la valorisation et la défense de la profession d'expert-comptable du Gabon au plan national et international. Quel est votre bilan ?

Nous sommes déjà relativement satisfaits du travail mené en termes de visibilité et d'influence de la profession. Les experts-comptables sont plus visibles auprès des pouvoirs publics et de notre environnement économique. Nous avons démontré que nous sommes des interlocuteurs utiles pour tout ce qui touche à la qualité des informations comptables, à l'entreprise en général et aux TPE-PME en particulier. C'est ainsi que nous participons activement au projet d'élaboration du bilan d'ouverture de l'État gabonais conduit par la DGCPT (direction générale de la comptabilité publique et du Trésor). Nous allons également collaborer avec le ministère du Commerce et des PME en accompagnant les entrepreneurs inscrits au sein de « l'espace PME ». Nous accompagnerons également les PME-PMI agréées afin qu'elles bénéficient des financements « garantis » par la SGG (Société gabonaise de garantie) sur la ligne spécifique mise à disposition par la BGFI dans le cadre d'une convention signée avec le ministère des PME-PMI. Il nous faut cependant aller encore plus loin dans la reconnaissance de la profession. La formation et la transformation numérique seront les principaux leviers dans cette dynamique.



Nous avons démontré que nous sommes des interlocuteurs utiles pour tout ce qui touche à la qualité des informations comptables, à l'entreprise en général et au TPE-PME en particulier.

EE Et pourtant votre profession renvoie encore une image relativement austère dont les services semblent réservés aux entreprises matures.

Avec la publication annuelle de notre tableau – devenue un événement attendu –, qui montre les profils de nos membres, hommes et femmes, jeunes ou moins jeunes, mais tous engagés, notre profession forte de sa diversité, avec les journées de consultations gratuites que nous réalisons régulièrement et les autres actions déjà évoquées, cette perception semble avoir évolué assez positivement. Afin d'accompagner les efforts des pouvoirs publics pour lutter contre l'inflation et la vie chère, nous avons avancé significativement dans la formulation d'une politique de modération tarifaire et la rédaction de nos barèmes indicatifs des prix. Nous espérons pouvoir les présenter à notre tutelle (ministère de l'Économie et de la Relance) avant la fin de l'année.

EE Pouvez-vous nous en dire davantage sur le levier formation ?

La formation continue de nos membres est requise afin de répondre de façon efficace aux attentes de nos clients. Chaque membre de l'ordre doit justifier d'au moins 40 heures de formation continue par an sur une période de trois. L'ordre a la responsabi-

lité d'y veiller, d'accompagner ou de sanctionner les contrevenants (selon les modalités fixées par le conseil de l'ordre et notre comité technique permanent dédié).

En 2022, avec le concours de la DDPI (CSOEC/CNCC français), nous avons exécuté 70 heures de formation au profit des membres de l'ordre et de leur personnel. Le plan de formation 2023 sera enrichi et prendra en compte les attentes et les observations formulées. Notre plateforme pour les formations d'e-learning sera livrée avant la fin de cette année. Le contrôle de l'obligation de formation sera conduit conformément à nos textes.

Dans ce domaine, nous avons également avancé dans la restructuration du centre de formation Adec/Intec Paris et du cursus de l'expertise comptable, le tout grâce à la collaboration de nos partenaires de l'INSG, de l'IST et de la FEG.

EE Êtes-vous directement liés à la DGI ? Outre la publication des rapports, quels sont les rôles que vous assumez ?

Afin d'accompagner l'élargissement de l'assiette et des recettes fiscales, nous poursuivons des discussions de haut niveau entamées avec la DGI (direction générale des impôts) à l'effet de digitaliser le processus de réception des DSF (déclarations statistiques et fiscales). De nouveaux membres nous rejoignent en 2023. Cette attractivité, cette vitalité continue favorisent naturellement le développement de nos capacités en faveur de nos clients et des services de l'État. Comme indiqué plus haut, en 2023, la croissance économique du Gabon se poursuivra. Les membres de l'Onec resteront engagés aux côtés de leurs clients pour que cette croissance soit visible pour eux tous ! ●

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2023 DE L'ONEC

L'Ordre national des experts-comptables a tenu sa 3^e assemblée générale ordinaire ce samedi 15 avril 2023 à Libreville, à l'effet notamment d'examiner le rapport moral et financier du président du Conseil, d'approuver les comptes de l'exercice 2022 et de voter le budget de l'exercice 2023.

Cette réunion a été rehaussée par la présence exceptionnelle de Monsieur Gabin Otha Ndoumba, directeur général des Impôts. Ce dernier a, d'une part, présenté les grandes lignes du plan stratégique de l'institution dont il a la charge et a rappelé d'autre part l'impérieuse nécessité pour notre pays de l'amélioration des recettes fiscales ainsi que les défis de l'élargissement de l'assiette fiscale et de la lutte contre la fraude fiscale qui lui sont sous-jacents. Il a reconnu l'intérêt d'une profession comptable forte et organisée, et la fonction d'acteurs de la fiscalité et de partenaires privilégiés de la direction générale des Impôts des experts-comptables.

L'assemblée générale s'est félicitée de la visibilité de l'Onec au travers

notamment de la coopération avec les administrations nationales (DGCPT, PNPE ex-ONE, CNAC, ANIF, CNLEI, etc.) et les organisations internationales (Ohada, CSOEC, CNCC, Fidef, Pafa, etc.), du concours du meilleur mémoire des écoles de commerce ou de l'arrivée de nouveaux membres.

Sur le plan de la gouvernance, les comptes de l'exercice 2022 ont été certifiés sans réserve par le commissaire aux comptes et approuvés par l'assemblée générale qui, en conséquence, a donné quitus entier au conseil de l'ordre.

Enfin, l'assemblée générale a approuvé les différents plans de travail de l'exercice 2023 et voté le budget de fonctionnement et d'investissement. Elle a notamment demandé au conseil de l'ordre de redoubler d'efforts pour relever les défis de l'exercice illégal (des professions de commissaire aux comptes et d'expert-comptable) et de finaliser le projet de barèmes à soumettre à l'autorité de tutelle ●

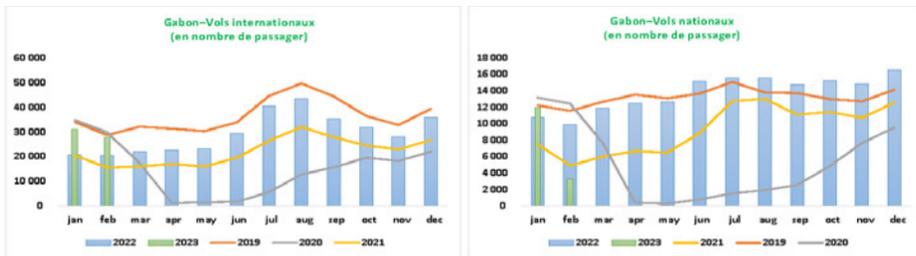
LA VOIE FERRÉE EST UN DANGER.
POUR TA SÉCURITÉ,
NE TE MESURE JAMAIS AU TRAIN!



POULS DE L'ÉCONOMIE GABONAISE À FIN AVRIL 2023 SELON LA RÉPRÉSENTATION RÉSIDENTE DU FMI AU GABON

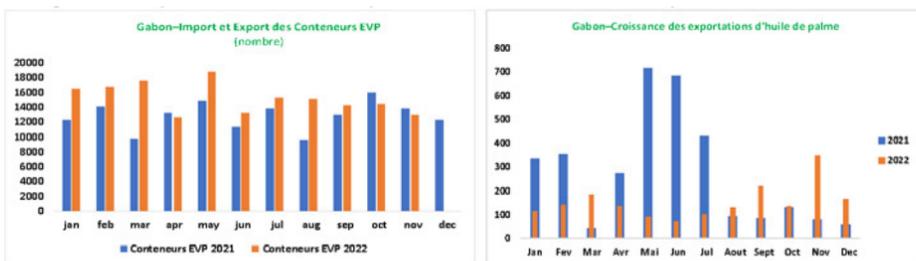
1. Activités aéroportuaires

La dynamique enregistrée en 2022 se poursuit au cours des deux premiers mois de l'année 2023, à l'exception des vols nationaux et régionaux qui présentent un repli au mois de février. En 2022, les voyages par avion ont repris de façon plus importante que les deux années précédentes. Les vols nationaux ont connu leur reprise la plus élevée en passant, à partir du mois de mai, au-delà de leur volume d'avant covid-19.



2. Performances ferroviaires

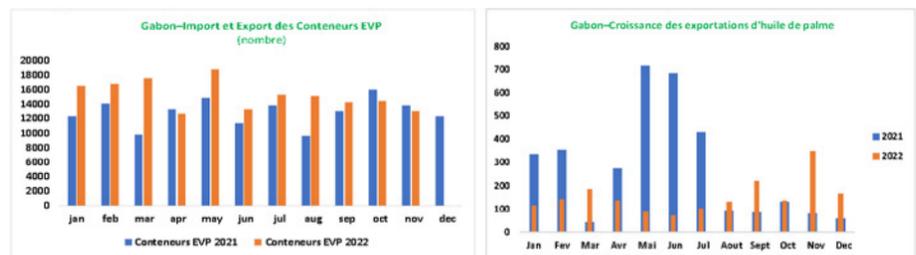
En 2022, le transport de marchandises a été tiré principalement par le manganèse tandis le transport des grumes laisse transparaître un déclin. Comparativement aux marchandises, le transport de personnes connaît une accélération durant la période de mai à août correspondant aux vacances.



3. Performances portuaires

a. Trafic portuaire

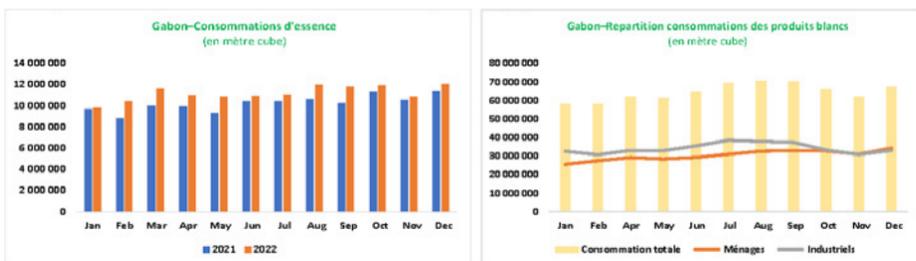
En 2022, l'activité portuaire a connu à partir du second semestre une tendance baissière au niveau des exportations et des importations. Les exportations de manganèse enregistrent cependant de bonnes performances en lien avec la production.



4. Pétrole

a. Production et exportation

Une production pétrolière plus importante que celle enregistrée l'année précédente.



b. Consommation des produits pétroliers

Au 31 décembre 2022, à l'exception du pétrole lampant et du kérosène, la consommation de produits pétroliers s'est accrue par rapport au niveau observé en 2021.



LE FMI PRÉVOIT UNE FORTE CONCENTRATION DES RICHESSES SUR LE CONTINENT AFRICAIN JUSQU'EN 2027

Le fonds monétaire international (FMI) vient de mettre à jour ses projections de croissance au plan mondial sur la période 2022-2027. En Afrique, ces prévisions établissent une hausse de 43,89 % du PIB africain.

Les prévisions sont plutôt bonnes pour ce continent. Le PIB devrait passer de 2 980,11 m^{ds} de dollars en 2022 à 4 288,08 m^{ds} de dollars en 2027, soit une hausse de 43,89 %. Au total, les 15 pays du continent les plus puissants économiquement devraient afficher un PIB de plus de 2 m^{ds} de dollars en 2022. Parmi ces pays, ce sont principalement ceux dotés de ressources naturelles (pétrole, gaz, minerais, etc.) qui figurent parmi les fortes croissances de PIB entre 2022 et 2025.

Au classement, le Nigeria devrait conserver sa place de première puissance économique africaine sur la période 2022-2027, mais surtout creuser l'écart vis-à-vis de ses concurrents, l'Égypte et l'Afrique du Sud. Le Nigeria est le pays le plus peuplé du continent, avec plus de 210 millions d'habitants, ce qui lui permet de générer un PIB de plus de 500 m^{ds} de dollars qui devrait progresser de 87,49 %. Ainsi, en 2029, le Nigeria pourrait peser à lui seul 22,05 % du PIB du continent.

Plus loin derrière, l'Égypte devrait consolider sa position de seconde puissance économique du continent en voyant son PIB passer de 470 m^{ds} de dollars en 2022 à 664 m^{ds} de dollars en 2027, soit une hausse de 41,55 %. Pour augmenter son PIB, le pays tire profit des dernières découvertes de gaz en Méditerranée, de la bonne santé de nombreux secteurs d'activité (télécoms, industries chimiques, agriculture, tourisme, etc.), mais aussi d'importants investissements dans l'hydrogène vert programmés par certains pays européens.

Quant à elle, l'Afrique du Sud est le pays le plus industrialisé du continent et devrait garder sa place de 3^e économie africaine avec un PIB passant de plus de 400 m^{ds} de dollars en 2022 à presque 500 m^{ds} de dollars en 2027, soit une hausse de 19,22 %, soit une croissance moins marquée que celle des deux premières puissances économiques du continent à cause des différents problèmes que rencontre le pays depuis plusieurs années (coupures d'électricité, déclin du secteur minier, corruption, etc.).

Ces trois puissances sont suivies de loin par l'Algérie et le Maroc. L'Algérie devrait voir son PIB augmenter de 19,80 % d'ici 2027. Une évolution qui dépendra de celle du pétrole, car ce pays est fortement dépendant face aux hydrocarbures. Quant au Maroc, dont l'économie repose sur plusieurs secteurs d'activités (agriculture, industrie automobile, aéronautique, phosphates, etc.), son PIB pourrait augmenter de 30,11 % sur la même période. Selon les projections du FMI, la mise en place du plan de relance industrielle 2021-2023 et de nouvelles réformes devraient avoir un impact positif sur l'économie marocaine dans les années à venir. Cependant, en 2027, le pays ne devrait plus figurer dans le top 5 des puissances économiques africaines et laisser sa place à l'Éthiopie (deuxième pays le plus peuplé du continent).

Derrière ces cinq puissances économiques africaines se trouvent au classement des 15 pays les plus riches d'Afrique entre 2022 et 2027 l'Angola, le Kenya, l'Éthiopie, la Tanzanie, le Ghana, la Côte d'Ivoire, la RDC, l'Ouganda, la Tunisie et le Cameroun ●

Source : FMI

L'AFRIQUE REPRÉSENTE PLUS DES DEUX TIERS DES TRANSACTIONS DE MOBILE MONEY RÉALISÉES DANS LE MONDE EN 2022

L'Afrique demeure l'épicentre du mobile money. Le nombre de comptes a doublé au cours des cinq dernières années dans le monde, grande partie du fait de l'Afrique. Le développement impressionnant du secteur cache cependant de fortes disparités entre les sous-régions du continent.

L'Afrique a accaparé 66,3 % de la valeur globale des transactions de mobile money réalisées dans le monde en 2022, selon un rapport publié le 18 avril par l'Association mondiale des opérateurs et constructeurs de téléphonie mobile (GSMA). Le rapport précise que 836,5 mds de dollars ont transité par le mobile money sur le continent en 2022, ce qui représente une augmentation de 22 % par rapport à 2021.

L'activité du mobile money dans le monde.

La valeur des transactions recensées à l'échelle mondiale a atteint 1260 mds de dollars au cours de l'année écoulée, un montant en hausse de 13 % comparativement à l'année précédente. L'Afrique a également accaparé 69,2 % du volume total des transactions d'argent mobile répertoriées l'an passé dans le monde. Le continent a enregistré environ 45 mds de transactions (+21 % par rapport à 2021) sur un total de 65 mds de transactions enregistrées sur la planète (+19 %).

Sur un autre plan, l'Afrique concentre 48,8 % du nombre total des comptes de mobile money à l'échelle mondiale. À fin 2022, quelque 781 millions de comptes ont été recensés sur le continent (+17 % par rapport à 2021) sur un total de 1,6 md de comptes dans le monde (+13 %).



Le rapport indique dans ce cadre qu'il a fallu 16 ans à l'industrie du mobile money pour atteindre ses 800 millions premiers comptes, mais cinq années seulement pour amasser 800 millions de comptes supplémentaires. L'Afrique a été le principal moteur de cette croissance qui s'est beaucoup accélérée depuis le début de la pandémie de coronavirus en novembre 2019.

Cette croissance du mobile money cache cependant de fortes disparités entre les diverses sous-régions de ce continent qui compte 166 services de mobile money actifs sur un total de 315 services dans le monde.

L'Afrique de l'Est tient le haut du pavé

Avec 390 millions de comptes enregistrés et une valeur de transactions de 491,8 mds de dollars en 2022, l'Afrique de l'Est est la sous-région la plus dynamique, devant l'Afrique de l'Ouest (290 millions de comptes et une valeur de transactions de 277 mds), l'Afrique centrale (65 millions de comptes et 57,6 mds de transactions). Le mobile money demeure cependant peu développé en Afrique du Nord (18 millions de comptes et une valeur de transactions de 4,7 mds de dollars)

ainsi qu'en Afrique australe (18 millions de comptes et une valeur de transactions de 5,3 mds), en raison notamment des taux de bancarisation relativement élevés dans ces deux sous-régions.

Le rapport révèle d'autre part que le nombre d'agents de mobile money a atteint 17 millions à l'échelle mondiale en 2022, ce qui représente une augmentation de 41 % par rapport à 2021. L'essentiel de cette croissance provient de l'Afrique subsaharienne, où le nombre d'agents est passé de 5,6 millions en 2021 à plus de 10 millions en 2022. Cette hausse

impressionnante est due essentiellement à une augmentation significative du nombre d'agents en Afrique de l'Ouest, où plusieurs nouveaux services d'argent mobile ont été lancés durant l'année écoulée.

La GSMA souligne par ailleurs que les cas d'utilisation du mobile money se sont beaucoup élargis ces dernières années pour englober notamment le règlement de factures (88 mds de dollars en 2022 à l'échelle mondiale), les paiements marchands (78 mds), les envois de fonds transfrontaliers (21 mds) et les décaissements en masse qui désignent l'envoi d'argent à un nombre important de bénéficiaires, par exemple le versement de salaires et les transferts sociaux (80 mds).

Les fournisseurs de services de mobile money offrent aussi de plus en plus de produits d'épargne, d'assurance et de crédit, notamment en Afrique subsaharienne. L'édition 2022 de l'enquête « Global adoption survey » réalisée par la GSMA a révélé à ce sujet que 51 % de ces fournisseurs offrent des produits d'épargne, tandis que 53 % proposent des prêts et 18 % s'aventurent dans le domaine de l'assurance.

EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE, LES OPÉRATEURS TÉLÉCOMS DEVRAIENT INVESTIR 15 MILLIARDS DE DOLLARS DANS LES RÉSEAUX 5G D'ICI 2025

Alors que la 5G est adaptée à de nouveaux usages émergents, McKinsey recommande aux opérateurs de s'aventurer au-delà de leur business model classique pour proposer des solutions basées de bout en bout sur des innovations de rupture, notamment la réalité virtuelle, l'Internet des objets ou encore la computer vision.

Les opérateurs télécoms actifs en Afrique subsaharienne devraient investir 15 mds de dollars dans le déploiement des réseaux de cinquième génération (5G) d'ici 2025, selon un rapport publié en février dernier par le cabinet de conseil McKinsey & Compagny.

À l'échelle mondiale, les investissements dans les technologies 5G pourraient dépasser 600 mds de dollars au cours des trois prochaines années.

La majeure partie de ces investissements sera réalisée dans la région Asie-Pacifique (230 mds de dollars), en Amérique du Nord (200 mds) et en Europe (115 mds).

Les opérateurs actifs en Amérique latine devraient investir quelque 45 mds de dollars dans la 5G alors que ceux implantés dans la région Moyen-Orient-Afrique du Nord (Mena) devraient en dépenser 30 mds.

Bien que le rythme de déploiement de la 5G diffère entre les régions du monde, le rapport souligne que les opérateurs télécoms sont globalement enthousiastes quant au potentiel de cette nouvelle génération de réseaux de télécommunications, d'autant plus que cette technologie permet des vitesses de connexion plus rapides, une plus grande capacité et une très faible latence (délai écoulé entre le moment où l'information est envoyée et le moment où l'appareil la reçoit). Aussi, de nouveaux usages auront un impact positif sur de nombreux secteurs d'activité économique.

McKinsey estime cependant que les opérateurs télécoms ne récupéreront qu'une fraction de leurs investissements colossaux s'ils poursuivent leur approche actuelle en matière de monétisation de la 5G. Le cabinet propose dans ce cadre trois business models capables de créer plus de valeur pour les opérateurs.

Accès sans fil fixe

Baptisé « connectivité de base », le premier modèle permet aux opérateurs de télécommunications de vendre l'accès à la 5G aux consommateurs de téléphonie mobile et de lancer de nouveaux produits compatibles avec cette technologie, dont le plus prometteur est l'accès sans fil fixe (FWA). Cela permettra d'améliorer la connectivité des foyers et des entreprises et d'augmenter l'inclusion numérique. La création de valeur dans le cadre de ce modèle variera en fonction des régions, de la structure du marché et de l'intensité de la concurrence, mais les opérateurs peuvent globalement aspirer à une augmentation de trois points de pourcentage de leur chiffre d'affaires des services sans fil et engranger par conséquent des bénéfices allant de 10 à 20 mds de dollars d'ici 2028.

Des solutions de bout en bout

Le deuxième business model dit « connectivité premium » se base

sur l'offre d'une expérience réseau de meilleure qualité, plus fiable et adaptée aux besoins spécifiques des utilisateurs finaux. Dans cette optique, les opérateurs pourraient s'appuyer sur les réseaux mobiles privés destinés aux entreprises en développant un solide écosystème de partenaires. Ils pourraient ainsi s'appuyer sur des partenariats avec d'autres acteurs actifs dans le domaine de l'edge computing (informatique en périphérie de réseau), une méthode de traitement de données qui évite le passage par un data center distant pour réduire la latence du traitement de l'information, ou encore dans le segment de la computer vision (vision par ordinateur), une technique d'intelligence artificielle permettant de reconnaître une image, de la comprendre et de traiter les informations qui en découlent. Ainsi, une entreprise peut par exemple être en mesure d'utiliser une solution de computer vision sur un réseau privé pour gérer les stocks dans ses entrepôts.

Dans le cadre de ce business model, la valeur économique est dérivée principalement des relations interentreprises (B2B), le rôle des opérateurs télécoms passant fondamentalement de la vente de connectivité pure à la vente de solutions personnalisées. Ce business model permettrait d'augmenter le chiffre d'affaires des services sans fil de

cinq points de pourcentage et de créer ainsi une valeur allant de 30 à 50 mds de dollars d'ici 2028.

Des innovations de rupture

Le troisième business model concerne le développement par les opérateurs eux-mêmes de plateformes et de solutions finales qui prennent en charge une large gamme de cas d'utilisation et s'appuient sur des innovations de rupture comme la réalité augmentée, la réalité virtuelle, l'Internet des objets (IoT) ou encore de la computer vision.

Des applications de ces technologies sont possibles dans plusieurs domaines tels que la gestion du trafic automobile, la gestion des déchets, la vidéosurveillance, les véhicules autonomes, l'automatisation de l'industrie et la télémédecine.

Dans le cadre de ce business model, que McKinsey considère comme le plus lucratif, les opérateurs télécoms doivent se positionner en tant que fournisseurs de solutions de bout en bout (end-to-end), accepter de s'éloigner de leur cœur de métier et développer de nouvelles capacités afin de créer une valeur qui pourrait facilement dépasser les 100 mds de dollars d'ici 2028.

(Agence Ecofin)

Publireportage

LA JOURNÉE DE LA TERRE

VIVO ENERGY ET GREEN CHAMPION CRÉENT UN VERGER PÉDAGOGIQUE AU LYCÉE BESSIEUX



Le jour de la Terre fut célébré pour la première fois le 22 avril 1970. Aujourd'hui, plus d'un milliard de personnes passent à l'action dans 193 pays et formalisent leur attachement à cette mission qui consiste notamment à accompagner les personnes et les organisations afin de diminuer leur impact sur l'environnement.

Au Gabon, un collectif de trois entités a été créé à cette fin. Il est composé de Caravane Green School, de Vivo Energy et du lycée Bessieux.

Caravane Green School se consacre à la protection de la nature, en particulier de la mangrove, et mène des actions d'incitation à l'écocitoyenneté.

Le lycée Bessieux a ouvert ses portes en 2010. Madame Gertrude Mangana est à la tête de cet établissement depuis 4 ans. 906 élèves y sont inscrits pour une moyenne d'âge de 15 ans, parmi lesquels les jeunes filles sont plus nombreuses que les garçons. Toutes les séries d'enseignement général y sont proposées, encadrées par une trentaine de professeurs. Le collège adossé au lycée compte environ 1 000 élèves.

En cette journée de la Terre, des élèves de fin de cycle du lycée Bessieux ont été directement impliqués dans la plantation d'arbres fruitiers dans la cour de l'établissement. Quatre espèces ont été sélectionnées : le corossolier, le citronnier, l'oranger, le pamplemoussier. Ces arbres ont des cycles courts qui permettent de récolter des fruits au bout de 4 ans. Le corossol et le citron sont des fruits très utilisés au Gabon, notamment à des fins thérapeutiques. Ils sont aussi très prisés sur le marché local, et pourtant la plupart sont importés. Il s'agit ici de sensibiliser les jeunes à l'impor-



Aujourd'hui plus que jamais, nous devons sensibiliser à l'autonomie alimentaire et répondre aux nouveaux défis climatiques en armant les jeunes d'outils concrets.

tance et l'intérêt d'entretenir ces arbres. Ce verger est l'aboutissement d'une collaboration avec les ONG « Save » et « Les amis de la Lowé ». « Save » est l'abréviation de « Sikolo Ane Ve Ening », en langue locale, « l'école c'est simplement la vie ». Cette organisation intervient dans le secteur de l'éducation et mène plusieurs projets dans ce domaine. L'un d'eux, baptisé « Stylos verts », est suivi actuellement dans 10 établissements du Grand Libreville et 5 établissements à l'intérieur du pays. Soutenues par Vivo Energy, ces parties prenantes gèrent depuis 5 ans une cara-

vane verte inter-établissements visant notamment la mise en place de potagers dans l'enceinte de ceux disposant de suffisamment d'espace. Les élèves bénéficient d'interventions pédagogiques avant de passer à l'action sur le terrain : découverte guidée des sites de la mangrove, visite en canoë-kayak et le planting de mangroves. Ainsi, les Amis de la Lowé poursuivent la promotion des comportements écologiquement responsables et prônent la découverte, la pédagogie, l'information et l'action. Comme en attestent ces images, cette mission s'est déroulée dans une ambiance tout à fait bon enfant !

Le verger du lycée de Bessieux sera placé sous la responsabilité du département des sciences de la vie et de la terre (SVT). Élèves et professeurs travailleront ensemble pour le faire croître. L'éducation des générations futures se fait en classe, mais aussi à l'extérieur. Aujourd'hui plus que jamais, nous devons sensibiliser à l'autonomie alimentaire et répondre aux nouveaux défis climatiques en armant les jeunes d'outils concrets afin qu'ils puissent bénéficier d'un environnement dans lequel ils s'épanouissent et le protègent ●

À PROPOS DE VIVO ENERGY

Vivo Energy est partenaire et sponsor de cette opération. Cette entreprise exerce ses activités et commercialise ses produits sur l'ensemble du continent. En effet, le Groupe possède un réseau de plus de 2 600 stations-service exploitées sous les enseignes Shell et Engen dans 23 pays. Dans les stations-service, son offre comprend des carburants, des lubrifiants, des services de cartes, des boutiques, des cafés, des restaurants et des services hors carburant. Vivo Energy fournit également aux entreprises des carburants, des lubrifiants, du gaz de pétrole liquéfié (GPL) et des solutions d'énergie solaire dans divers secteurs comme la marine, les mines, la construction, l'électricité, le transport, les grossistes et la manufacture. Cette société compte environ 2 800 employés, dispose de plus d'un million de mètres cubes de capacité de stockage de carburants et possède une co-entreprise, Shell and Vivo Lubricants B.V., qui approvisionne, mélange, conditionne et fournit les lubrifiants de marque Shell ●



NOUVEAU SYSTEME D'ÉCLAIRAGE POUR RÉDUIRE SA CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE AU TERMINAL À CONTENEURS D'OWENDO

Owendo Container Terminal (OCT) a lancé en janvier dernier le nouveau système d'éclairage du terminal à conteneurs du port d'Owendo, principale porte d'entrée des flux de marchandises au Gabon. Ce nouveau dispositif vise à rendre l'éclairage du terminal plus performant et à réduire sa consommation d'énergie électrique conformément aux engagements du label Green Terminal.

Les travaux réalisés par Sogafric, spécialiste des travaux électriques au Gabon, ont permis de renforcer le système électrique du terminal par l'installation de trois nouveaux pylônes d'éclairage équipés de projecteurs à lampes LED. Ces nouvelles installations permettront d'économiser jusqu'à 80 % des consommations d'énergie électrique tout en offrant un environnement plus sûr et de meilleure qualité.

Ouvert 24h/24, cet investissement permet ainsi aux opérateurs et usagers du terminal de bénéficier d'une qualité d'éclairage considérablement améliorée dans les zones

de travail. « Au-delà des économies de coûts, cet investissement de 217 000 000 FCFA, soit 330 000 euros, dans notre terminal, nous aidera à réduire notre consommation d'énergie et surtout à offrir un meilleur cadre de travail à nos équipes. C'est un pas significatif qui nous fait avancer dans nos objectifs en matière de développement durable », a déclaré Laurent Goutard, directeur général d'Owendo Container Terminal.

Cette action d'Owendo Container Terminal participe de la dynamique de durabilité portée par les autorités du Gabon dans le cadre du Plan stratégique Gabon émergent.

Déjà labellisée Green Terminal depuis le 4 mai 2022 pour ses efforts dans la réduction de son empreinte environnementale, Owendo Container Terminal, en plus de ce nouveau dispositif d'éclairage, met en œuvre d'autres actions d'écoresponsabilité. Parmi elles, la mise en place d'une station de lavage dotée d'un séparateur d'eaux usées, le respect de maintenance des engins et véhicules, et bientôt une pas-

serelle qui reliera les deux quais avec pour objectif la fluidification et la sécurisation des flux de la plateforme portuaire ainsi qu'une diminution de leur empreinte carbone par la réduction du temps de trajet des camions.

À propos d'Owendo Container Terminal

Owendo Container Terminal (OCT) est l'opérateur du terminal à conteneurs du port d'Owendo au Gabon. Acteur majeur de la chaîne logistique du pays, OCT emploie près de 300 Gabonais et développe une politique de sous-traitance qui génère près d'un millier d'emplois indirects. Chaque année, en partenariat avec des ONG, OCT mène également des actions pour soutenir les populations locales dans de nombreux domaines liés en particulier à l'éducation et l'environnement.

Les Echos

echosdeleco.com

de l'Eco

Votre Mensuel



Différentes versions et canaux de lecture à votre disposition



Scannez pour visiter notre site internet

Nous suivre



144 - FLORIA 3 - LIBREVILLE GABON



+241 (0) 62 18 77 18



echosdeleco@gmail.com

COMMUNIQUÉ

1^{re} CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE L'AUDIT INTERNE AU GABON
15 & 16 JUIN 2023 – LIBREVILLE

SOYEZ DES NÔTRES

Bonne gouvernance et performance de l'économie : enjeux et défis de l'audit interne

Dans un environnement économique, politique et social mondial en constante évolution, les organisations publiques et privées doivent faire preuve d'innovation, d'adaptabilité et de dynamisme pour garantir la pérennité et la sécurité de leurs activités.

De nombreuses sociétés ont connu des bouleversements financiers et pour certaines, l'effondrement de leur système économique. Ces faits ont mis en lumière le rôle de l'audit interne dans la gouvernance des entreprises.

C'est dans ce contexte que l'IIA Gabon-Agaci organise une conférence inédite sur le thème : « Bonne gouvernance et performance de l'économie : enjeux et défis de l'audit interne ».

L'IIA Gabon-Agaci en quelques lignes

Créée en décembre 2015, l'IIA Gabon-Agaci (Association gabonaise des auditeurs et contrôleurs internes) inscrit ses actions dans la professionnalisation des métiers de l'audit interne, du contrôle interne et de la gestion des risques. Elle œuvre pour porter ces fonctions, favoriser leur correct déploiement et démon-



Emrie Mondos, présidente du comité d'organisation et responsable du comité scientifique.

trer leur importance dans la bonne gouvernance.

Ses adhérents appartiennent au réseau mondial de l'IIA, qui compte plus de 230 000 membres dans le monde. Avec l'aide des organisations internationales affiliées, les membres du bureau de l'IIA Gabon-Agaci travaillent ensemble à l'atteinte des objectifs suivants :

- Promouvoir les fonctions de l'audit interne, du contrôle interne et de la maîtrise des risques au Gabon ;
- Vulgariser les meilleures pratiques afin que les professionnels conduisent des activités à forte valeur ajoutée ;

- Offrir un référentiel commun, des outils et des connaissances répondant aux exigences de leurs fonctions ;

- Contribuer d'une manière active à la modernisation des méthodes de travail ;

- Diffuser entre ses adhérents les normes professionnelles internationales et les nouveautés dans ses domaines ;

- Nouer et développer des relations de partenariat et de coopération avec les associations gabonaises et étrangères ainsi qu'avec les établissements publics et privés ;

- Conseiller et assister les établissements publics et privés dans la création et le développement, etc. des fonctions de l'audit et du contrôle interne ;

- Représenter la fonction de l'audit et du contrôle interne au Gabon et à l'étranger.

NOS AMBITIONS

La conférence internationale de juin sera l'occasion d'échanger, de partager les expériences avec des experts, d'appréhender les axes d'amélioration pour un meilleur positionnement du métier et des pistes de réflexion sur le plan national ainsi qu'une prise en compte sous-régionale relevant l'importance de ces sujets sur la



table de discussion. Notre ambition est de pouvoir :

- Organiser un événement fédérateur rassemblant les professionnels des métiers de l'audit interne, du contrôle interne et de la gestion des risques autour d'intérêts communs et de défis partagés ;

- Accroître la visibilité du Gabon à travers l'engagement de l'État sur les questions de bonne gouvernance et politique de performance ;

- Positionner l'IIA Gabon-Agaci comme organe de référence compétent à l'échelle de la sous-région sur les questions liées à l'audit interne, au contrôle interne et à la gestion des risques.

Tél: 077 07 18 56 / 077 42 99 55 / 062 26 89 04
Mail: contact@conferenceiiagabon.ga
nera.consulting@proton.me



Découvrez notre
nouvel espace Santé

300 m² dédiés à votre
prise en charge médicale



NOUS TROUVER

Immeuble Shell Gabon
Face au PMUG
90 Rue Ange MBA
Libreville Centre

NOUS RENCONTRER

Du lundi à vendredi
8h00 - 17h00
Samedi
9h00 - 12h00

NOUS CONTACTER

+241 11 74 77 34
gabon@ascoma.com
www.ga.ascoma-online.com

www.ascoma.com

LE GOLF, UN SPORT PLANÉTAIRE

LIBREVILLE ACCUEILLE UN
TOURNOI PROFESSIONNEL DE GOLF
PANAFRICAIN DU 24 AU 29 MAI 2023

Par Anne-Marie Jobin

Historique – appelé alors « colf » qui viendrait de l'allemand « kolbe » et signifie bâton, ce sport est importé des Pays-Bas où il est pratiqué dès le 18^e siècle. Sa pratique se répand au 19^e siècle dans des clubs privés en Écosse et en Angleterre. Au début du 20^e siècle, les Américains se l'approprient. Suivent d'autres pays : Afrique du Sud, Allemagne, Espagne, Corée du Sud, Japon ou encore Australie. En 2010, plus de 82 millions de personnes le pratiquent. Des épreuves de golf sont disputées lors des Jeux olympiques de Paris en 1900 puis à nouveau en 1904 à Saint-Louis, puis ce sport disparaît du programme des JO pendant 112 ans. Le golf est réintégré au programme des Jeux olympiques de Rio en 2016. La fédération mondiale rassemble 127 fédérations issues de 122 pays et compte aujourd'hui plus de 90 millions de joueurs. Selon des données transmises, on compte environ 38 000 parcours dans le monde, présents dans 82 % des pays répertoriés, soit 206 pays sur 251, dont le Gabon.

EE Monsieur Michel Valette, vous êtes le président du club de golf de Libreville. Vous travaillez et résidez au Gabon depuis un certain temps et êtes passionné de ce sport. Quelle est la structure administrative du club de golf de Libreville ?

Le Golf Club de Libreville a été créé en 1964, il est dirigé par une association (loi du 10 décembre 1962). Le parcours s'étend sur 38 hectares. Le club est piloté par un comité directeur composé d'une dizaine de membres bénévoles. Nous en avons la responsabilité depuis 2018 et un nouveau bureau sera élu dans quelques mois.

EE Que représente ce sport au Gabon ?

Le golf au Gabon est un sport de niche que nous avons voulu vulgariser, avec un certain succès. À notre arrivée il y a cinq ans, nous avons constaté que la population des golfeurs était principalement expatriée, avec une moyenne d'âge élevée, proche des 60 ans.

Face à cette situation, nous avons élaboré une stratégie afin d'une part de rajeunir la population de golfeurs et d'autre part d'attirer un maximum de joueurs africains, notamment des Gabonais.

Pour cela, nous avons élaboré une grille tarifaire favorisant la population visée.

Nous sommes fiers aujourd'hui des résultats obtenus en 5 ans : nous avons doublé le nombre de membres et avons réussi à attirer un échantillon de toutes les communautés présentes au Gabon (chinoise, coréenne, libanaise, française et gabonaise principalement).

Le prochain défi consistera à attirer un plus grand nombre de femmes qui ne représentent qu'environ 20 % des membres actuellement. Contrairement à beaucoup d'idées reçues, le golf est également un sport et nous souhaitons le promouvoir au plus haut niveau.

Pour cela, nous travaillons en étroite collaboration avec la Fédération gabonaise de golf (FGG), à qui nous mettons à disposition gracieusement nos installations afin de permettre l'entraînement d'une quarantaine de jeunes.

Par ailleurs, nous projetons de créer une académie de golf, entièrement financée par le GCL, afin d'aider des jeunes à fort potentiel à devenir les grands champions de demain, en leur fournissant une formation et un appui matériel et scolaire.

EE Quelle est votre démarche pour inciter les jeunes à s'inscrire au golf ?

Avant le covid, nous avons entamé des démarches auprès des établissements scolaires de la place afin de proposer des cours de golf aux enfants.

Malheureusement, la crise sanitaire a stoppé cet élan. Actuellement, la majorité des enfants qui jouent au golf sont des enfants de golfeurs. Nous allons reprendre une action de promotion du golf auprès des jeunes afin de conjurer toutes les dynamiques nécessaires au développement futur de notre sport.

EE Combien existe-t-il de parcours de golf au Gabon ?

Il existe trois parcours de golf au Gabon : à Port-Gentil, Moanda et bien entendu Libreville.

En raison de la population de Libreville et de sa situation géographique, le GCL, est le plus fréquenté des trois. Le golf de Moanda, dans le Haut-Ogooué, compte également un grand nombre de membres.

EE Pour certains, ce sport est qualifié d'onéreux, réservé à une certaine catégorie sociale. Quels sont vos messages, vos actions pour bousculer ces allégations ?

Aujourd'hui, le golf est un sport tout à fait accessible. Il est possible de débiter avec du matériel d'entrée de gamme ou d'occasion peu onéreux.

Nous avons également mis en place une grille tarifaire attirante pour les jeunes et des formules permettant aux novices de s'y essayer à moindre coût.

EE Ce club est neuf, il a été reconstruit à la suite d'un incendie. Le service restauration fait preuve d'un grand professionnalisme. Vous êtes géographiquement bien placés, avec la zone industrielle d'Oloumi à quelques encablures. Étant donné qu'il est ouvert à un large public, pour quel pourcentage la partie restauration participe-t-elle au chiffre d'affaires ?

En effet, en octobre 2021, un incendie a intégralement détruit le club house qui a été rasé, reconstruit, et remporte effectivement un vif succès.

La location des locaux, sous forme d'un bail commercial, permet au club des revenus récurrents à hauteur d'environ 10 % du budget annuel.

Outre la restauration ouverte tous les jours sauf le lundi, cet espace est proposé pour l'organisation d'anniversaires, d'after-work ou tout autre événement.

De la pizzeria au restaurant haut de gamme, cet endroit est un lieu de rendez-vous idéal pour toutes les catégories de clientèle.

EE Le golf de Libreville est-il légitimé par la fédération internationale ?

Le parcours de golf de Libreville est reconnu par le Royal and Ancient.

Même si ce n'est pas le cas aujourd'hui, nous travaillons avec la fédération afin d'en faire peut-être une compétition inscrite dans un circuit important.

EE Revenons à l'actualité golfe. Vous organisez un tournoi interafricain du 25 au 29 mai, c'est-à-dire le week-end de la Pentecôte. Annoncez-vous une nouveauté ? Combien y aura-t-il de participants ? Combien de nationalités seront-elles représentées ? Qui sont vos partenaires ?

Effectivement, comme chaque année, l'Open de Golf de Libreville se déroulera à la fin du mois de mai, pendant le week-end de Pentecôte.

Les meilleurs professionnels du continent, venant de nombreux pays, s'affronteront sur notre parcours pendant une semaine, dont Vincent Nyamador Torgah, le Ghanéen tenant du titre et multiple vainqueur du tournoi. Par ailleurs, pour la première fois, grâce à un de nos grands sponsors, nous allons organiser un tournoi professionnel féminin.

Nous attendons cette année près de 80 professionnels, dont une vingtaine de joueuses, et



Michel Valette

vous invitons à venir nombreux les encourager sur le magnifique site du Golf Club de Libreville de Mindoubé.

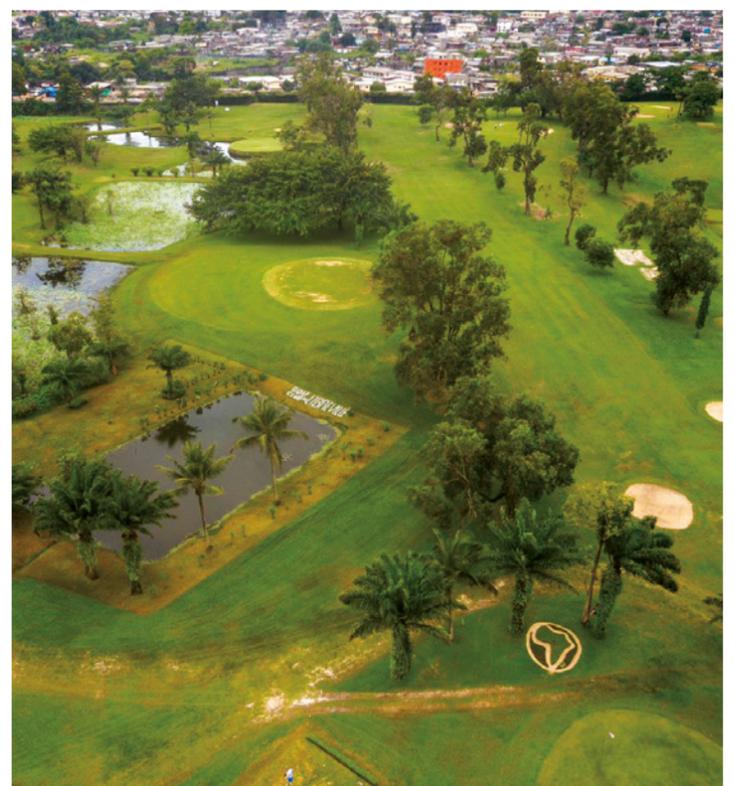
Une compétition amateur verra également environ 150 joueurs s'affronter dans leurs différentes séries.

Nous profitons de cette occasion pour remercier chaleureusement l'ensemble de nos sponsors qui nous soutiennent depuis de nombreuses années et sans qui cet événement ne serait pas réalisable.

Nous avons en effet professionnalisé notre offre de partenariat par la mise en place de supports physiques et digitaux de qualité leur permettant la meilleure visibilité.

Une trentaine de sociétés installées au Gabon parrainent cet événement qui apporte à notre pays une plus grande exposition, tant sur le plan touristique qu'économique, pendant toute la durée du tournoi. C'est sous l'égide de Monsieur Franck Nguema, ministre des Sports, que le coup d'envoi sera donné le 24 mai 2023.

Soyez les bienvenus ●



Un **geste** pour
l'**environnement**

La
au **ARSE**
cœur de nos actions



LA FRANCE

AU DÉPART DE LIBREVILLE
À PARTIR DE

629 000 FCFA*



*Exemple de tarif TTC aller-retour au départ de LIBREVILLE vers BORDEAUX ou TOULOUSE, hors frais de service et surcharge de distribution. Achetez maintenant, envoyez-vous jusqu'au 25 juin 2023 ou entre le 05 août et le 17 décembre 2023. Séjour de 6 jours minimum et 12 mois maximum. Offre soumise à conditions et disponibilités, modifiable sans préavis. Renseignez-vous sur www.airfrance.ga, au +241 11 79 64 64 tous les jours de 08h à 19h, auprès de votre agence Air France ou de votre agence de voyages.

AIRFRANCE 

S'ENVOLER EN TOUTE ÉLÉGANCE